

Le chiffon rouge du communautarisme

RÉSUMÉ > *Le communautarisme passe en France pour une menace car il réunit deux sujets d'inquiétude : l'immigration et les conceptions anglo-saxonnes du vivre ensemble. Les émeutes raciales survenues en Grande-Bretagne sont pour nous le signe de l'échec du modèle britannique, mais la crise de nos banlieues témoigne pour la presse anglo-saxonne de notre incapacité à intégrer les immigrés. Ces visions simplistes nous empêchent de comprendre l'évolution du modèle américain. Agiter le chiffon rouge du communautarisme, comme le fait le président de la République, est une façon d'esquiver le débat plus que de l'aider à progresser.*



TEXTE > **JOHN TOLAN**

Dans *Le Monde* du 9 décembre 2009, Nicolas Sarkozy a publié une tribune sur l'identité nationale. Si nous ressentons tous un « besoin d'appartenance », affirme le Président, « on peut y répondre par la tribu ou par la nation, par le communautarisme ou par la République. L'identité nationale, c'est l'antidote au tribalisme et au communautarisme. » Le débat sur l'identité nationale que le Président a suscité doit déboucher sur l'affirmation de cette identité. Nicolas Sarkozy n'est pas le premier homme politique français à fustiger le communautarisme, loin s'en faut. Il a au moins le mérite d'en offrir une définition, chose assez rare dans ce genre de tribune. Pour le Président de la République, le communautarisme est « le choix de vivre séparément », le contraire du « métissage » qui serait « la volonté de vivre ensemble ». Définitions qui ne nous avancent pas beaucoup, certes : seuls les ermites vivent en isolement total (et je ne pense pas que le président visait la vie érémitique), tandis que personne ne vit avec l'ensemble de ses concitoyens. Revenons plutôt sur ce que veut dire « communautarisme » dans le discours politique français et pourquoi ce mot fait peur.

John Tolan est professeur d'histoire médiévale à l'université de Nantes. Il dirige la Maison des sciences de l'homme Ange-Guépin. Il a fait ses études à Yale et à Chicago, ainsi qu'à l'École des hautes études en sciences sociales





La presse française a vu dans les émeutes de Leeds ou de Bradford l'échec de la politique britannique à l'égard des immigrés.

Remarquons d'abord qu'il s'agit d'un terme d'opprobre. Personne ne se définit jamais comme « communautariste » ou comme défendant le communautarisme, en France ou ailleurs – surtout ailleurs, du reste, car le terme n'a pas d'équivalent dans d'autres langues. Le terme a du succès sur la scène politique française car il réunit deux sujets d'inquiétude, deux « réalités » supposées menacer la culture ou le mode de vie français : l'immigration et l'influence de la culture anglophone. Le « communautarisme » serait le modèle anglo-américain en matière de politique d'immigration qui risquerait de miner ou de compromettre l'exception française. Commençons par un regard rapide sur l'histoire de ces polémiques dans la dernière décennie.

La paille et la poutre

Entre mai et juillet 2001, une série d'émeutes éclata dans les quartiers sensibles de certaines villes du nord de l'Angleterre : Oldham, Burnley, Leeds et Bradford. Si les causes de ces événements sont multiples et ont fait l'objet de débats, l'un des facteurs était les tensions entre différentes communautés ethniques. La presse française a vu dans ces émeutes une condamnation de la politique britannique à l'égard des immigrés. « Les émeutes de Bradford ont mis en évidence l'échec du modèle communautariste », proclame Jean-Michel Demetz dans une tribune de *L'Express* qu'il intitule « Les banlieues de l'apartheid » (2 août 2001). Ce modèle prônerait la ghettoïsation plutôt que l'intégration, « à coup sûr la voie la plus courte vers l'échec, le ressentiment et, plus tard, la révolte. » Parmi les fautes dont l'État britannique serait coupable figure celle de fournir des interprètes pour que des immigrés puissent dialoguer avec ses agents. Cette analyse, largement partagée dans la presse française, (parfois exprimée tout de même de manière plus nuancée), est restée dans les esprits. Trois ans plus tard, en octobre 2004, Jean-Christophe Rufin déclare dans une interview publiée par *Le Figaro* (19-10-2004) : « Ne nous laissons pas tenter par le modèle communautaire qui enferme chacun dans son origine ethnique. Les ghettos raciaux et les émeutes en Grande-Bretagne nous rappellent la force de notre modèle républicain. ». La politique britannique en matière d'immigration s'oppose au modèle français, qualifié de « républicain », et sert de repoussoir. Les émeutes seraient des témoins de la supériorité du modèle français.

Quelques années plus tard, la presse anglo-saxonne tient la révolte des banlieues françaises pour la preuve d'une politique d'immigration défailante.

En 2005, c'est au tour de la banlieue parisienne d'être frappée par des émeutes violentes. Comme dans le cas des troubles anglais de 2001, les causes sont complexes et font toujours l'objet de débats. Mais à présent c'est la presse anglophone qui réagit avec des analyses souvent hâtives et comminatoires. Une tribune dans le *New York Times* du 8 novembre 2005 affirme que les émeutes prouvent l'échec du modèle français d'immigration. Dans le même numéro, un autre article explique pourquoi nos voisins européens (allemands, espagnols, italiens) ne risquent pas de subir des émeutes dans leurs communautés d'immigrés. L'échec semble être celui de la République française qui s'est montrée particulièrement incapable d'intégrer ses immigrés. Le même jour, Alex Duval Smith, dans *The Guardian*, soutient que les émeutes démentent l'idée que la France est une société moderne et racialement intégrée. Cette situation met en question la capacité des Français à intégrer leurs immigrés musulmans. Pour lui, en revanche, ce n'est pas uniquement un mal français : le problème se pose pour l'ensemble de l'Europe.

Bien entendu, la poutre dans son propre œil empêche rarement d'apercevoir la paille dans l'œil du voisin, encore moins quand il habite de l'autre côté de la Manche. On peut difficilement parler de « succès » ou d'« échec » de tel ou tel « modèle » d'intégration, d'autant plus qu'aucun modèle n'est exportable. De surcroît, la polémique française contre le « communautarisme » supposé de la Grande-Bretagne et des États-Unis méconnaît le fait que l'histoire et la nature de l'immigration sont très différentes dans les deux pays. Aux États-Unis (comme du reste au Canada ou en Australie) l'écrasante majorité de la population est issue de l'immigration. Les quartiers ethniques des grandes villes nord-américaines (Chinatown, Little Italy, Spanish Harlem, et ainsi de suite) ont toujours joué un rôle important dans l'intégration des immigrés : ce sont des lieux d'accueil pour ceux qui arrivent et qui peuvent trouver un « chez eux » dans le nouveau pays d'adoption, où ils peuvent se faire aider par des gens qui comprennent les deux langues, les deux cultures.

La fin du creuset américain

Communautarisme ? Souvent, la première génération des immigrés parle très peu l'anglais, tandis que leurs enfants, nés sur le sol américain et scolarisés en anglais, ont deux langues et deux cultures. Et généralement la

troisième génération est tout à fait américanisée, parle peu ou mal la langue du pays des grands-parents, et ne garde de la culture que quelques traditions et habitudes gastronomiques. Souvent, elle reste néanmoins attachée à cette identité ethnique. Un de mes amis milanais rencontre à Boston un garçon qui se disait « italien » ; mais quand mon ami commença à lui parler en italien, il lui dit « désolé, je suis italien mais je ne parle pas l'italien ». Difficile à comprendre pour le Milanais, mais tout à fait normal pour des millions d'Américains descendants d'immigrés italiens. Et c'est la même chose pour les descendants d'immigrés coréens, scandinaves, ou chinois. En France jusqu'à récemment tous les petits Français (y compris les enfants d'immigrés polonais, portugais ou algériens) apprenaient l'histoire de « nos ancêtres les Gaulois » ; chose inimaginable aux États-Unis, où au contraire l'expérience de l'immigration fait partie non seulement de la réalité historique mais aussi des mythes identitaires. Les taux d'immigration restent importants : en 2006, 12 % de la population des États-Unis était née à l'étranger (contre 5,6 % en France et 10 % au Royaume Uni).

Mais c'est en Europe que l'immigration fait peur, bien plus qu'aux États-Unis. Certes, outre Atlantique on a parfois affirmé que tel ou tel groupe d'immigrés n'était pas culturellement assimilable et posait un risque à la société : on le disait des protestants germanophones au début du 19^e siècle, puis des catholiques (irlandais, polonais et italiens) à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, puis, plus récemment, des hispanophones. Mais en général agiter la peur des immigrés n'est pas une formule garantissant le succès politique : on ne peut pas imaginer, aux États-Unis, un Jean-Marie Le Pen, un Georg Haider, un Pym Fortun. L'image du pays comme un havre pour tous ceux qui cherchent à refaire leur vie fait partie de sa mythologie identitaire.

À partir des années 1960, néanmoins, le paradigme de l'intégration des immigrés a changé. Jusque-là, la métaphore dominante était le creuset : *melting pot*. Cela correspond à peu près au terme de métissage cher à Nicolas Sarkozy (aux États-Unis dans les années 1950-1960, on n'utilisait pas le terme de métissage qui suggérait un mélange contraire aux idées racistes prédominantes). À partir des années 1960, divers mouvements sociaux formulent des demandes de reconnaissance d'ordre culturel ou identitaire : c'est le cas des noirs (avec le slogan « *black*

is beautiful »), puis du féminisme, du mouvement gay. Dans ce contexte, divers groupes issus de l'immigration affirment également leurs identités ethniques particulières. La métaphore préférée n'est plus le creuset dans lequel les particularités fondent et disparaissent, mais la mosaïque, où les couleurs particulières se conservent et contribuent à l'harmonie globale, ou le *salad bowl*, où chaque aliment préserve son goût. Dans ce modèle, la demande de reconnaissance d'une identité particulière (noire, coréenne, mexicaine . . .) n'est pas perçue comme une menace à l'identité nationale. Le patriotisme n'est pas plus faible aux États-Unis qu'en France, en dépit du « communautarisme » supposé. Bien au contraire : il est difficile d'imaginer, aux États-Unis qu'un président appelle à un débat sur l'identité nationale, encore moins qu'on crée un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

Racisme et identité

Pour en revenir à la tribune de Nicolas Sarkozy, elle offre, en prônant le métissage, une vision très américaine de l'immigration – une vision qui correspond toutefois à l'Amérique d'avant 1968. Le modèle traditionnel français a été tout autre : celui de l'assimilation, où l'immigré laisse ses particularités chez lui pour se plier à la culture française qui se veut universelle. Peut-on retourner à une époque d'unité où les immigrés savaient s'intégrer au lieu d'affirmer leurs particularités haut et fort ? Peut-on retourner, disons-le, au paradis d'avant 68 ? La question s'est posée également aux États-Unis, où les nostalgiques présentent souvent les années 1950 comme une époque de certitude, de sécurité, et de prospérité (oubliant un peu vite que c'était aussi l'époque de la guerre froide et de la ségrégation raciale). Dans le socle commun des deux systèmes d'avant 68, en Amérique et en Europe, le racisme joue un rôle essentiel. Pour la France, l'historienne Carole Reynaud Paligot nous le rappelle dans son ouvrage *La République raciale*. Au 19^e et au début du 20^e siècles, des anthropologues, psychologues, géographes et autres ont élaboré des théories, qui se voulaient scientifiques, pour prouver la supériorité de la race blanche sur les autres races. Cette hiérarchie raciale servait entre autres à justifier la colonisation et le statut inférieur des « indigènes ». Et ce n'était pas uniquement l'idéologie d'une extrême droite raciste : l'idée d'une mission civilisatrice de la France, fondée sur la certitude de la supé-

En Europe l'immigration fait peur, bien plus qu'aux États-Unis.

Outre-Atlantique, la *salad bowl* a succédé au *melting pot*. De l'image du creuset on est passé à celle de la salade où chaque aliment préserve son goût.





Les mouvements pour les droits des Noirs aux États-Unis et la décolonisation en Europe ont battu en brèche toute idée de supériorité raciale, ethnique ou culturelle.

riorité de la culture française, était partagée par toute l'élite républicaine. Jules Ferry, que tous les Français connaissent comme le père de l'école laïque, gratuite et obligatoire, était aussi l'un des partisans les plus farouches de l'entreprise coloniale. Cela n'est pas, loin s'en faut, une exception française : on trouve à peu près la même chose dans l'Empire britannique. Aux États-Unis, les mêmes idées ont justifié l'esclavage, puis la ségrégation raciale ; et on connaît l'usage néfaste de ces idées dans l'Allemagne nazie.

Quel rapport avec l'immigration et l'identité nationale ? Le Français « de souche » de cette période se savait supérieur aux immigrés qui arrivaient. L'immigré en France – Portugais, Polonais, Arabe – savait que sa culture était considérée comme inférieure et savait que la voie vers la promotion sociale passait par l'effacement de ses particularités culturelles et ethniques. C'était en gros la même chose aux États-Unis : certes, on pouvait s'intégrer rapidement dans le monde de Chinatown ou de Little Italy, mais l'ascension sociale passait par l'américanisation.

Les mouvements pour les droits des Noirs aux États-Unis et la décolonisation en Europe ont battu en brèche toute idée de supériorité raciale, ethnique ou culturelle, désormais impossible à admettre (en dehors de l'extrême droite) sur la scène politique. Si une culture n'est pas supérieure à une autre, de quel droit exiger l'abandon des particularités culturelles de l'immigré ? À ceci il faut ajouter le ressentiment de personnes longtemps considérées comme inférieures à cause de différences dont maintenant on réclame la valeur : c'est le cas du *black is beautiful* aux États-Unis et on trouve un phénomène analogue, en France et en Grande-Bretagne, chez des immigrés issus des anciennes colonies. Ce ressentiment, en France, est renforcé par des études nombreuses qui montrent qu'il est plus difficile d'obtenir un travail si on s'appelle Rachid que Baptiste. Il ne peut qu'être confirmé par les dérapages occasionnels d'hommes politiques (de Jacques Chirac et son fameux « le bruit et l'odeur » à Brice Hortefeux avec son « un, ça va... ».). Le racisme qui n'est plus avouable resterait néanmoins opératoire dans la société française. Comprendre ce ressentiment et le combattre efficacement : voici un des défis majeurs pour toute politique française ou européenne qui viserait à mieux intégrer les populations issues de l'immigration.

Le débat qu'a lancé le gouvernement, et qui a viré ra-

pidement au débat sur la burqa, ne nous avance pas. Certes, en prônant le modèle du métissage plutôt que de l'assimilation, le Président reconnaît la pluralité culturelle des Français. Mais en agitant le chiffon rouge du « communautarisme » et du « tribalisme », le Président joue sur les peurs et évite le débat plus qu'il ne le fait progresser. En quoi la réaffirmation d'une identité nationale serait-elle préférable à l'affirmation d'autres identités (régionale, européenne ou autres) ? Du point de vue européen et international, ne serait-il pas ringard, voire « communautariste », de s'emmitoufler ainsi dans le drapeau tricolore ? Et si les réponses aux problèmes auxquels nous nous confrontons ne passaient pas par le repli identitaire, qu'il soit « communautaire » ou nationaliste ?

En agitant le chiffon rouge du communautarisme, le Président joue sur les peurs et évite le débat plus qu'il ne le fait progresser.

POUR ALLER PLUS LOIN

Laurent Bouvet, *Le communautarisme : mythes et réalités* (Lignes de repère, 2007).
Carole Reynaud Paligot, *La République raciale : paradigme racial et idéologie républi-*

caine, 1860-1930 (PUF, 2006)

Michel Wieviorka, *La différence. Identités culturelles : enjeux, débats et politiques* (L'Aube, 2001).